



Yvo de Boer, secrétaire exécutif des Nations Unies sur le changement climatique

"Le climat requiert l'engagement des chefs d'Etat"

LE MONDE | 12.01.07 | 15h04 • Mis à jour le 12.01.07 | 15h04

Où la négociation sur le changement climatique en est-elle ?

Le public est de plus en plus conscient de l'urgence du problème, mais est déçu par la lenteur des négociations. La conférence de Nairobi, en novembre 2006, a permis d'avancer sur beaucoup de dossiers techniques, mais n'a pas débouché sur un mandat de négociation pour parler de l'avenir. Les discussions en cours ne répondent pas à la question de ce qui se passera après 2012, au terme du protocole de Kyoto. Si bien que les acteurs, notamment les investisseurs, hésitent à aller de l'avant.



Par ailleurs, les pays en développement craignent qu'on cherche à leur imposer des objectifs de réduction des émissions qui nuiraient à leur croissance économique. Or, si l'on veut être prêt pour 2012, le débat formel doit commencer très rapidement.

Qu'attendez-vous de Ban Ki-moon, le nouveau secrétaire général des Nations unies ?

Qu'il fasse de cette question une priorité et prenne des initiatives pour faire avancer le dialogue politique, par exemple en organisant un sommet. Le problème climatique requiert l'engagement des chefs de gouvernement et des chefs d'Etat. Ils pourraient redynamiser la négociation, de la même manière que le sommet de Rio avait fourni la plate-forme pour lancer la Convention sur le climat. Il faut qu'ils indiquent la direction, qu'ils fixent les principes que le processus de négociation devra suivre. Notamment les principes qui permettront d'impliquer dans ces négociations sur les objectifs futurs les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil, etc.

Comment inciter les Etats-Unis à s'y impliquer ?

Lors de sa récente rencontre avec Angela Merkel, George W. Bush a déclaré qu'on devrait laisser derrière nous les débats sans issue et avancer ensemble sur la question du changement climatique. Il s'agit d'un signal encourageant. Les Etats-Unis pensent que la technologie est la solution. Mais comment intégrer la technologie dans un traité ? Les entreprises ne sont pas disposées à transférer leurs technologies comme cela.

Comment faire entrer les grands pays du Sud dans le jeu ?

Nous devons respecter la première préoccupation des pays en développement, qui est la croissance économique et

l'éradication de la pauvreté. L'Europe a différencié ses objectifs selon la situation économique de ses pays et leur potentiel de réduction. Pourquoi n'appliquerions-nous pas à l'avenir les mêmes principes aux pays en développement ?

Propos recueillis par Hervé Kempf

Article paru dans l'édition du 13.01.07

▼ PUBLICITE



Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Voyages
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Shopping
- » Newsletters
- » Opinions
- » Blogs
- » Finances
- » Immobilier
- » Nautisme
- » RSS

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -50%
- » Déjà abonné au journal



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ [visitez Le Monde.fr](#)

© Le Monde.fr | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Aide